

SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

1^{re} Division

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 6.171^{ch}

Réseau *général* de l'Enregistrement
(Service _____)

Epaves

- Wagonnets
(Employés des)
- En Service
(Travaux)

OBJET DE LA CONSULTATION

Restitution à la S.N.C.F. par la Direction
Générale de l'Enregistrement (S.C.V.M.),
d'une somme de 50 shillings fournie au gare
de Calais-Maritime, le 27 août 1939, par M. Imbert,
conducteur à la C.I.W.L., et remise au ^{2^e} Bureau
des Domaines, à Paris, le 5 nov. 1940 —
Demande de M. Imbert tendant à ce que cette somme
lui soit restituée.

Références : *D^e 5.964^{ch}*
D^e 4.613^{Me} (restitution de monnaie étrangère)

Observations :

Paris, 13 juillet 1942
45, rue Saint-Lazare

SJ

61711^{ch}

Monsieur le Chef du Service de l'Exploitation
Région du NORD.

2 pièces.

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, copie d'une lettre de la Direction des Domaines (Service Central des ventes de mobilier de l'Etat - Bureau du Contentieux), en date du 22 juin dernier, concernant des billets de banque anglais, d'une valeur totale de 50 shillings, trouvés dans l'exercice de ses fonctions, en gare de Calais-Maritime, par M. IMBERT, conducteur à la C.I.W.L., le 27 août 1939, et remis par la S.N.C.F., le 5 novembre 1940, au 2ème Bureau des Domaines, à Paris.

La Direction des Domaines, saisie d'une demande en restitution émanant tant de Mme IMBERT au nom de son mari, alors prisonnier, que de ce dernier après sa libération nous informe que, par application de la décision ministérielle du 16 mai 1927, les devises en question vont être rendues à la S.N.C.F. par les soins de M. le Directeur des Domaines du Département de la Seine, 9, rue de la Banque, à Paris.

Elle croit devoir ajouter qu'en pratique l'Administration, en pareilles circonstances, restituerait à M. IMBERT tout ou partie de la somme trouvée.

A cet égard, je vous signale que la pratique de la S.N.C.F. est différente; celle-ci en effet a maintenu les errements des anciennes Compagnies qui ont toujours revendiqué pour le réseau lui-même la qualité d'inventeur des objets trouvés dans les dépendances du domaine public par leurs agents en service.

491-1000-81

Une difficulté peut, il est vrai, être soulevée, en l'espèce, du fait que les billets ont été trouvés par un agent de la C.I.W.L., et non par un agent de la S.N.C.F.

Mais, ainsi que je l'ai fait observer à l'Administration des Domaines qui nous avait précédemment consultés sur ce point, les Réseaux, dans leurs règlements intérieurs restés provisoirement en vigueur dans les Régions, prenaient soin généralement de préciser que les règles applicables aux objets trouvés par leurs agents en service s'appliquaient de même à ceux trouvés, dans des conditions identiques, par toute personne attachée à une entreprise relevant du service du chemin de fer. Une Instruction actuellement à l'étude, et destinée à unifier ces anciens règlements, reprend, d'ailleurs, les prescriptions antérieures et, dans l'énumération qu'elle fait des entreprises relevant du réseau, nomme expressément la C.I.W.L.

Je vous adresse, également ci-jointe, une lettre en date du 26 juin 1942 que nous venons de recevoir de M. IMBERT, avisé du reversement que l'Administration des Domaines doit faire à la S.N.C.F., - lettre à laquelle je ne puis que vous laisser le soin de répondre dans le sens de la décision que vous aurez prise.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé : Aurenge

DIRECTION
DU
SERVICE CENTRAL
DES VENTES
DU MOBILIER DE L'ETAT
(S. C. V. M.)

BUREAU du Contentieux

N° 88

(Prière de rappeler ce numéro
en marge de la réponse)



PARIS (VIIIe), LE

8 Bis, RUE DE LISBONNE

22 JUIN 1942

Le Directeur des Domaines, Chef du S. C. V. M

OBJET :

Valeurs trouvées par M.
IMBERT, conducteur à la
Cie Int^{le} des Wagons-lits;
et remises au Domaine.
Restitution.

à Monsieur LE DIRECTEUR du Service du Contentieux
de la S.N.C.F.
45, Rue Saint Lazare,
PARIS

M. Marceau IMBERT, conducteur à la
Compagnie Internationale des wagons-lits, a trouvé,
en gare de CALAIS-MARITIME, le 27 Août 1939, cinq
billets de banque anglais, d'une valeur totale de
50 shillings, qu'il a déposés, le même jour, au bu-
reau de la Société Nationale des Chemins de fer fran-
çais.

Ces billets ont été remis, le 5 No-
vembre 1940, au 2ème Bureau des Domaines, à PARIS.

Par une pétition du 25 Décembre sui-
vant, Mme IMBERT, agissant au nom de son mari, alors
prisonnier de guerre, a sollicité la restitution de
cette somme, et cette demande a été confirmée, par
M. IMBERT, après sa libération, le 25 Avril 1941.

L'affaire appelle les observations
suivantes :

La décision ministérielle du 16 Mai
1927 a prescrit de prendre, en pareil cas, pour li-
gne de conduite l'avis émis, le 7 Août 1925, par le

.../...

M. Blavanne
ag. 5-42
y

.../...

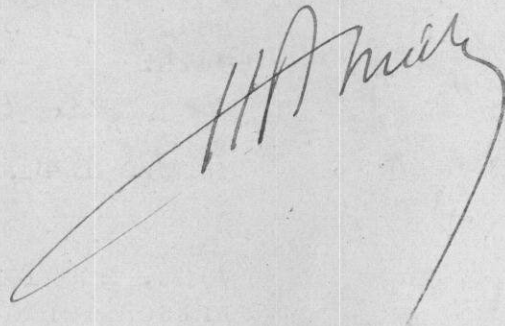
Comité consultatif du Contentieux du Département des Finances, et, d'après lequel "il n'y a pas lieu, pour l'Etat, de revendiquer la propriété des objets trouvés sur les voies ferrées et dans leurs dépendances par les agents en service, et non réclamés par leurs propriétaires."

L'Etat ne saurait donc, en l'espèce, revendiquer les 50 shillings trouvés par M. IMBERT dans l'exercice de ses fonctions, et la S.N.C.F. n'avait pas à les remettre au Domaine.

En conséquence, ces devises seront restituées à la S.N.C.F. par les soins de M. le Directeur des Domaines du département de la Seine, 9, Rue de la Banque, à PARIS.

De même, je vous adresse, à toutes fins utiles, la demande de M. IMBERT, et j'avise celui-ci de cette transmission.

Je crois devoir ajouter qu'en pratique, l'Administration des Domaines, en pareilles circonstances, restituerait à M. IMBERT, tout en partie de la somme trouvée (Cf. Avis du Comité consultatif du Contentieux du Ministère des Finances du 4 Juillet 1924).

A large, stylized handwritten signature in dark ink, possibly reading "H. A. Miller" or similar, with a long horizontal stroke extending to the left.



Calais le 25 Decembre 1940

Monsieur le Contrôleur

Je m'autorise à vous écrire pour vous
demander si je pourrais entrer en
possession des 50 shillings que mon
mari. Marcusem Imbert, conducteur aux
Wagons-Lits avait trouvés le 24 Août 1939
et que la Société des chemins de fer vous
a remis le 5 Novembre dernier. Mon mari
étant prisonnier en Allemagne, il lui est
donc impossible de faire les démarches lui-même.
Je vous joins donc les papiers nécessaires.

Dans l'attente d'être favorisé de vos
ordres, recevez, Monsieur, mes sincères salutations.
Madame Marcusem Imbert

17 rue Duguay. Trouin
Calais

Pas. de Calais

De S. J.
n° 6.171 Ch

Vu

10.7.42

M. Privat

Monsieur le Chef de Service
de l'Exploitation
Région du Nord

SP

Service Central des
Ventes de Mobiliers
de l'Etat - Bureau
de Contentieux

1.

J'ai l'honneur de
vous adresser, ci-joint, copie d'une
lettre de la Direction des Domaines en date
du 22 juin dernier, concernant des billets
de banque anglais, d'une valeur totale de
50 shillings, trouvés dans l'exercice de sa
fonction, ~~par~~ au jour de Calais-Maritime,
par M. Turbert, conducteur à la C.I.W.L.,
le 27 août 1939, et remis par la S.N.C.F.,
le 5 novembre 1940, au 2^{ème} Bureau des
Domaines, à Paris.

La Direction des Domaines, saisie
d'une demande en restitution provenant tant
de M^{me} Turbert au nom de son mari,
alors prisonnier, que de ce dernier après
sa libération, nous informe que, par
application de la Décret ministériel du
16 mai 1927, les sommes en question sont
être rendues à la S.N.C.F. par le soins
de M. le Directeur des Domaines du Département
de la Seine, 9 rue de la Banque, à Paris.

Elle doit tenir ajouter
qu'en matière d'Administration, en pareilles
circonstances, restituerait à M. Turbert
tout ou partie de la somme trouvée.

A cet égard, je vous signale
la pratique de la S.N.C.F. pratique ~~différentement~~ ; celle-ci,
en effet, a ~~après~~ maintenu le ~~recouvrement~~ de ~~Arrière~~
anciens ~~compagnies~~ qui ont toujours
recouvré pour le réseau lui-même la
qualité d'inventeur des objets trouvés sans
~~l'assistance~~ de la dépendance du domaine
publie par leurs agents en service.

Une difficulté peut, il est vrai,
être soulevée, en l'espèce, du fait que les
billets ont été trouvés par un agent de la
C.I.W.L., et non par un agent de la S.N.C.F.

2 p.

Mais, ainsi que je l'ai fait
observer à l'Adm^e des Domaines, qui nous
avait provisoirement consultés ~~sur ce point~~,
le Réseau ~~devrait~~ ^{devrait} généralement que les
règles applicables à leurs agents ^{en vertu} de la matière d'épave
s'appliqueraient de même à toute personne attachée
à une entreprise relevant du service du chemin
de fer, telle que Buffet, Bibliothèque, etc. leurs
règlements intérieurs, restes provisoirement
en vigueur dans la Région.

Mais, ainsi que je l'ai fait
observer à l'Adm^e des Domaines qui nous avait
provisoirement consultés sur ce point, les Réseaux,
dans leurs règlements intérieurs, restes provisoirement
en vigueur dans la Région, devraient aussi généralement
de préciser que les règles applicables aux objets trouvés
par leurs agents en service s'appliqueraient de même
à ceux trouvés, dans les contrées, districts, par
toute personne attachée à une entreprise relevant
du service du chemin de fer. Une Instruction
actuellement à l'étude, et destinée à unifier ces
anciens règlements, reprend, d'ailleurs, les prescriptions
antérieures et, dans l'énumération qu'elle fait de
l'entreprise relevant du réseau, nomme expressément
la C.I.W.L. ^(de l'article 13)

En outre, aux termes du traité passé,
le 31 juillet 1939, entre la S.N.C.F. et la C.I.W.L.,
il est spécifié que le personnel de cette Compagnie
"doit observer les règlements de chemin de fer en vigueur"
et il n'y a aucune raison de le soustraire à celui
de ces règlements concernant les objets trouvés.

Toutefois, si telle est bien la
position que la S.N.C.F. serait strictement en droit
d'adopter en la circonstance, je ne verrais pour moi-même
aucune objection à ce que, par mesure exceptionnelle,
et pour tenir compte notamment du fait que M. Turbet
est un ex-prisonnier de guerre, vous acceptiez de
donner suite à la demande de ce dernier tendant
à être tenu en dehors de sa condamnation.

Je vous adresse, également ci-jointe,
une lettre en date du 26 juin 1942 que nous venons
de recevoir de M. Turbet, après le versement que
l'Adm^e des Domaines doit faire à la S.N.C.F., - lettre
à laquelle je ne puis que vous laisser le soin de
répondre dans le sens de la réponse que vous
avez faite.

Le Chef de Contentieux,

~~dans leurs règlements
intérieurs, restes
provisoirement en
vigueur dans la
Région.~~

Avons nous à
donner un avis
sur ce point ?

Non, affirmer
qu'il n'y a rien à
faire.